



ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 6

Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique

Présentation

**Présenté par
M. Alain Marcoux
Ministre des Affaires municipales**



**Éditeur officiel du Québec
1984**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de permettre aux municipalités et aux communautés urbaines ou régionales d'exécuter des travaux afin d'améliorer la qualité du milieu aquatique sur leur territoire et de favoriser l'accès à ce milieu.

Il confère aussi à la Société québécoise d'assainissement des eaux le pouvoir de financer ces travaux.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- 1° le Code municipal (L.R.Q., chapitre C-27.1)
- 2° la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
- 3° la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
- 4° la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
- 5° la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
- 6° la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.21)

Projet de loi 6

Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le Code municipal (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par le remplacement, dans le chapitre II du titre XIV, du titre de la section XX par le suivant:

«DE L'AMÉLIORATION DU MILIEU AQUATIQUE
ET DE LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS».

2. Ce code est modifié par l'insertion, après le titre de la section XX du chapitre II du titre XIV, de l'article suivant:

«**555.1** Toute corporation locale peut, dans le but d'améliorer la qualité du milieu aquatique et de favoriser l'accès à ce milieu, faire, modifier ou abroger des règlements pour ordonner des travaux d'aménagement du lit, incluant les rives, et des terrains en bordure des rives des lacs et des cours d'eau municipaux ou autres situés sur son territoire et des travaux de régularisation de leur niveau.

Elle peut faire ces travaux sur ses immeubles, sur un immeuble privé avec l'accord du propriétaire ou, conformément à la loi, sur un immeuble qui fait partie du domaine public.

Dans le cas de travaux sur un immeuble privé, les ouvrages deviennent la propriété du propriétaire de l'immeuble qui est alors tenu de les entretenir. À défaut par le propriétaire d'effectuer les travaux d'entretien, la corporation locale peut les effectuer aux frais de ce dernier. ».

3. L'article 413 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par l'addition, après le paragraphe 32°, du suivant:

«33° Pour ordonner, dans le but d'améliorer la qualité du milieu aquatique et de favoriser l'accès à ce milieu, des travaux d'aménagement du lit, incluant les rives, et des terrains en bordure des rives des lacs et des cours d'eau situés sur son territoire et des travaux de régularisation de leur niveau.

Elle peut faire ces travaux sur ses immeubles, sur un immeuble privé avec l'accord du propriétaire ou, conformément à la loi, sur un immeuble qui fait partie du domaine public.

Dans le cas de travaux sur un immeuble privé, les ouvrages deviennent la propriété du propriétaire de l'immeuble qui est alors tenu de les entretenir. À défaut par le propriétaire d'effectuer les travaux d'entretien, le conseil peut les effectuer aux frais de ce dernier. ».

4. La Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 84.2, du suivant:

«**84.3** La Communauté possède la compétence d'ordonner par règlement, dans le but d'améliorer la qualité du milieu aquatique et de favoriser l'accès à ce milieu, des travaux d'aménagement du lit, incluant les rives, et des terrains en bordure des rives des lacs et des cours d'eau situés sur son territoire et des travaux de régularisation de leur niveau.

Elle peut faire ces travaux sur ses immeubles ou, conformément à la loi, sur un immeuble qui fait partie du domaine public. ».

5. La Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifiée par l'insertion, après l'article 121.1, du suivant:

«**121.2** La Communauté possède la compétence d'ordonner par règlement, dans le but d'améliorer la qualité du milieu aquatique et de favoriser l'accès à ce milieu, des travaux d'aménagement du lit, incluant les rives, et des terrains en bordure des rives des lacs et des cours d'eau situés sur son territoire et des travaux de régularisation de leur niveau.

Elle peut faire ces travaux sur ses immeubles ou, conformément à la loi, sur un immeuble qui fait partie du domaine public. ».

6. La Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) est modifiée par l'insertion, après l'article 96, du suivant:

«**96.01** La Communauté possède la compétence d'ordonner par règlement, dans le but d'améliorer la qualité du milieu aquatique et de favoriser l'accès à ce milieu, des travaux d'aménagement du lit, incluant les rives, et des terrains en bordure des rives des lacs et des

cours d'eau situés sur son territoire et des travaux de régularisation de leur niveau.

Elle peut faire ces travaux sur ses immeubles ou, conformément à la loi, sur un immeuble qui fait partie du domaine public. ».

7. L'article 18 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.21) est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par les suivants:

« 3° d'exécuter d'autres études en matière d'égout et d'assainissement des eaux;

« 4° de financer des travaux d'aménagement du lit, incluant les rives, et des terrains en bordure des rives de lacs ou de cours d'eau;

« 5° de financer des travaux de régularisation du niveau de lacs ou de cours d'eau. ».

8. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 27, du suivant:

« **27.1** La Société ne peut réaliser les objets visés dans les paragraphes 4° et 5° de l'article 18 que si une municipalité lui en fait la demande et si le ministre de l'Environnement a préalablement donné son accord sur les travaux d'aménagement ou de régularisation à réaliser énoncés dans la demande et établi les obligations financières du gouvernement pour ces travaux.

La Société doit ensuite conclure avec la municipalité une entente conforme à ce qui a été accepté et établi par le ministre en vertu du premier alinéa.

La conclusion de l'entente confère à la Société le droit d'exiger l'exécution en sa faveur des obligations financières visées au premier alinéa jusqu'à concurrence du montant prévu dans l'entente pour les travaux financés par la Société. ».

9. L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant:

« 2° prescrire le contenu minimal des ententes visées dans le troisième alinéa de l'article 21 et dans le deuxième alinéa de l'article 27.1; ».

10. L'article 42 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **42.** Malgré l'article 27 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35), seules la convention visée dans le premier alinéa de l'article 21 et l'entente visée dans le deuxième alinéa de l'article 27.1 requièrent l'approbation de la Commission municipale. ».

11. L'article 44 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**44.** Rien dans la présente loi n'empêche une municipalité d'avoir recours, quant à une convention visée dans le premier alinéa de l'article 21 ou à une entente visée dans le deuxième alinéa de l'article 27.1, à une consultation des électeurs propriétaires d'immeubles imposables conformément à l'article 444 du Code municipal ou des propriétaires conformément à l'article 351 de la Loi sur les cités et villes, selon le cas. ».

12. L'article 44.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**44.1** La Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14) ne s'applique pas dans le cas de travaux effectués en vertu d'une entente visée dans l'article 21 ou 27.1. ».

13. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

14. La présente loi entre en vigueur le (*inscrire ici la date de la sanction de la présente loi*).